

**SEANCE DU 5 OCTOBRE 2011**

Date de convocation: 30/09/2011 Nombre de conseillers : En exercice : 13 Présents : 11 Votants : 12  
L'an deux mille onze, le vingt septembre, à 20H30, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni à la mairie, en séance publique sous la présidence de Monsieur Lionel VAN AERTRYCK, Maire.

Etaient présents : Mesdames et Messieurs VAN AERTRYCK, HUET, MOIRÉ, BOIVENT, DEVIGNE, LEDREUX, PABOEUF, HONORÉ, LINAY, VIDELOT, DEGUILLARD.

Absents : Christine LUCAS qui a donné pouvoir de vote à Valérie HONORÉ  
Patrick MESLET.

Secrétaire : Philippe VIDELOT

N° 2011-67

**MISE EN ŒUVRE D'UNE AVANCE REMBOURSABLE DU BUDGET GENERAL  
AU BUDGET SPIC ET PRISE EN CHARGE PAR LE BUDGET GENERAL DES  
DEPENSES RELATIVES AU SPIC « PHOTOVOLTAÏQUE »**

Par délibération du 27 juin 2011, le Conseil municipal a décidé la création d'un budget SPIC Photovoltaïque pour revendre la production d'énergie électrique fournie par les équipements photovoltaïques de l'école publique et de la salle polyvalente.

Le budget annexe d'un SPIC doit s'équilibrer en dépenses et en recettes (art.L.2224-1 du CGCT). Une obligation d'autofinancement pèse sur les SPIC locaux. Le budget général de la collectivité de rattachement n'a pas vocation à équilibrer le budget du SPIC et inversement. Toutefois, l'alinéa 2 de l'article L.2224-2 du CGCT prévoit 3 dérogations à ce principe de l'équilibre. Ainsi, la collectivité de rattachement peut décider une prise en charge des dépenses du SPIC dans son budget général :

- si des exigences conduisent la collectivité à imposer des contraintes particulières de fonctionnement
- si le fonctionnement du service public exige la réalisation d'investissements qui, en raison de leur importance et eu égard au nombre d'usagers, ne peuvent être financés sans augmentation excessive des tarifs
- si lorsque, après la période de réglementation des prix, la suppression de toute prise en charge par le budget de la commune aurait pour conséquence une hausse excessive des tarifs.

Ainsi l'assemblée délibérante peut décider une prise en charge des dépenses du SPIC dans son budget général à condition de la motiver et de la justifier notamment en fixant les règles de calcul et les modalités de versement ainsi que les exercices concernés.

Le fonctionnement du service public – photovoltaïque – exige la réalisation d'investissements qui, en raison de leur importance et eu égard à l'unique usager de ce SPIC, ne peuvent être financés sur une augmentation des tarifs. En effet le tarif de l'électricité est réglementé par l'Etat.

Compte tenu du bilan prévisionnel des équipements photovoltaïques détaillé ci-dessous, on peut estimer et déterminer :

Saint-Médard sur Ille	5 octobre 2011	Compte rendu du conseil municipal
-----------------------	----------------	-----------------------------------

Dépenses	H.T.
installation sur l'école publique	79 747,50
contrôle technique	1 190,00
raccordement ERDF	1 514,17
sous-total pour école	82 451,67
coût global de l'installation sur la salle polyvalente	18 394,65
Total H.T.	100 846,32
Recettes	
Vente électricité salle polyvalente	1 450,00
Vente électricité école: 0,406€ * 25 725Kwc	10 444,35
total vente électricité	11 894,35
frais divers de maintenance et d'exploitation	2 000,00
intérêts coût du prêt : 32 600€/15ans	2 173,33
Vente nette de frais	7 721,02
Temps de retour sur investissement	13

Le budget propre financerait donc le budget annexe du spic pendant environ 13 ans soit au cours des exercices 2012 à 2024. A compter de l'exercice 2025, le budget propre de la commune aura donc été intégralement compensé des avances consenties, par les reversements que lui aura effectués le budget annexe du SPIC.

Dans ces conditions, compte tenu des particularités propres à ce SPIC : un usager unique, tarif de revente réglementé par l'Etat, et après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- autorise le budget général de la commune à verser une avance remboursable de 122 000€ au budget annexe spic « photovoltaïque ».
- décide la prise en charge par le budget général si besoin, du déficit initial du budget annexe « photovoltaïque » pour une durée évaluée à 13 ans ; étant entendu qu'à l'issue de cette durée, le budget annexe « photovoltaïque » aura intégralement compensé les avances consenties.
- dit que les versements d'un budget à l'autre se feront par échanges de titres de recettes et de mandats de paiement à établir en fin d'exercice une fois que les comptes sont définitifs.
- Donne tous pouvoirs au Maire, ou son représentant, pour signer toutes les pièces nécessaires à la mise en œuvre de cette affaire.
- Décide d'imputer les dépenses et les recettes afférentes au budget communal.

N° 2011-68

#### **DECISION MODIFICATIVE DE CREDIT - BUDGET COMMUNE – POUR MISE EN ŒUVRE D'UNE AVANCE REMBOURSABLE AU BUDGET SPIC**

Suite à la décision d'autoriser le budget général de la commune à verser une avance remboursable de 122 000€ au budget annexe spic « photovoltaïque », et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité, décide la modification de crédits suivante :

Section d'Investissement :

- Recette au C/1641 = 122 000 €
- Dépense au C/27638 = 122 000 €

La présente décision modificative inclut le montant de 22 373€ correspondant au transfert des travaux photovoltaïques de la salle polyvalente, décidé par délibération du 20/09/2011.

Saint-Médard sur Ille	5 octobre 2011	Compte rendu du conseil municipal
-----------------------	----------------	-----------------------------------

N° 2011-69

**DECISION MODIFICATIVE DE CREDIT - BUDGET SPIC PHOTOVOLTAÏQUE  
AVANCE REMBOURSABLE**

Suite à la décision d'autoriser le budget général de la commune à verser une avance remboursable de 122 000€ au budget annexe spic « photovoltaïque », et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité, décide la modification de crédits suivante :

Section d'Investissement :

- Recette au C/1641 = - 96 802 €
- Recette au C/1687 = 122 000 €
- Dépense au C/2315 = 25 198 €

N° 2011-70

**CONVENTION DE TRAVAUX AVEC LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU  
VAL D'ILLE DANS LE CADRE DU PROGRAMME BREIZH BOCAGE**

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité, autorise Monsieur le Maire à signer avec la Communauté de Communes du Val d'Ille, une convention de travaux dans le cadre de reconstitution du bocage –Breizh bocage – pour la plantation de 100 mètres de haie sur la partie Nord du chemin communal du Bois de Cranne.